

MARCHÉ DE GROS ET SURPRODUCTION

Tomates et oignons jetés par caisses entières

L'Association des mandataires du marché de gros des Eucalyptus, par la voix de son président, M. Medjeber, demande à ce que El-Hachemi Djaâboub, ministre du Commerce, organise une réunion tripartite dans les plus brefs délais. Une réunion qui regrouperait les producteurs agriculteurs, les mandataires et les marchands de détail afin de débattre la situation alarmante dans laquelle se trouve le marché des fruits et légumes depuis le début du mois de Ramadan.

Reportage
de Fatma Haouari

Selon notre interlocuteur, «il y a péril en la demeure. Malheureusement, tous nos cris d'alarme restent sans écho. Nous ne pouvons plus travailler dans ces conditions. Chaque année, les mêmes problèmes reviennent avec acuité. Aujourd'hui la coupe est pleine. Nous assistons désarmés à la gabegie, à la spéculation et à l'anarchie, alors que les solutions existent. Nous avons à maintes reprises demandé à rencontrer le ministre du Commerce, mais c'est toujours un subordonné qui nous reçoit. Et après plus rien ! Nous voulons une réunion urgente avec le ministre du Commerce et les acteurs concernés de la chaîne de production, de commercialisation et de distribution des fruits et légumes pour essayer, de concert, d'apporter des solutions définitives. Il est anormal que les prix aient atteint ces pics alors que c'est le contraire qui devrait se produire».

Et de poursuivre : «Certains produits comme la tomate et l'oignon sont en surproduction, en une journée on jette des caisses entières à la poubelle ! Ce sont en premier lieu les agriculteurs, nous et les consommateurs aux petites bourses à en être les victimes.» Et d'ajouter : «Pourtant les textes existent, mais il y a un laxisme de la part des autorités.» Prenant la défense des producteurs avec lesquels les mandataires travaillent en étroite collaboration, il révèle : «L'agriculteur paye tout : les ouvriers pour le ramassage, le transport, les impôts ; en plus, il doit s'acquitter du droit d'accès qui change selon l'humeur des fonctionnaires et il arrive rarement à rentrer dans ses frais !» Il affirme que «souvent, des produits de large

consommation en surproduction sont ainsi jetés à la poubelle car leurs prix sont trop bas et qu'ils ne trouvent pas d'acheteurs !»

«Cette situation profite aux spéculateurs et aux gens qui ne sont pas du métier. Je vous dirai même qu'à l'occasion de ce Ramadan, nous voyons de nouvelles têtes arriver sur le marché, des gens qui ne vendaient pas de fruits et légumes et qui se sont reconvertis dans cette activité tant ils trouvaient ce créneau alléchant ; c'est ahurissant !» dit-il, non sans une pointe d'amertume.

Au cours de notre virée, mercredi dernier, au marché de gros des Eucalyptus, nous avons constaté, de visu, le gaspillage. Des légumes et des fruits gâtés s'amoncellent devant les carreaux, dégageant une odeur nauséabonde. Cédés à des prix bas, on ne sait par quel miracle ces produits atterrissent au marché de détail pour être vendus à des prix qui dépassent tout entendement. Très tôt le matin et sous un soleil de plomb, de scamions affluent de partout, chargés à ras bord de marchandises. On négocie au quart de tour car ces produits sont périssables et ne peuvent attendre trop longtemps notamment avec la chaleur qui accélère leur pourrissement.

Les véhicules qui pénètrent dans l'enceinte du lieu de négoce payent un droit d'accès qui varie selon le poids du véhicule et de son chargement. «Une mesure, selon certains, qui n'obéit à une aucune logique».

Les nombreux agents de sécurité veillent au grain. Le ticket coûte entre 200 et 800 DA. Un droit que les mandataires trouvent excessif car «les agriculteurs qui doivent constamment mettre la main à la poche pour payer les ouvriers des champs, pour le transport des marchandises supportent toutes les

dépenses alors que les mandataires et les détaillants ne payent rien». Souvent, apprend-on, «les producteurs ne s'embarrassent pas des règlements et vendent leurs récoltes sur pied au plus offrant qui se recrute parmi les marchands ambulants». Un problème que devrait aussi résoudre le ministère du Commerce car il encourage la prolifération de l'informel. Ces marchands, qui jouent sur les prix et trichent aussi sur le poids car échappant à tout contrôle (nous y reviendrons dans une prochaine édition), tirent leur épingle du jeu en proposant des prix moins élevés et en faisant la tournée des cités urbaines et des banlieues. Le marché de gros des Eucalyptus abrite 80 carreaux hérités des Français, d'ailleurs, «c'est eux qui ont instauré le système des commissions», nous indique le président des mandataires. Il alimente le centre, les wilayas limitrophes, l'est et l'ouest.

Le ministère
du Commerce travaille
sans mercuriale et sans
factures !

Le président Bouteflika, qui a présidé mercredi dernier un Conseil des ministres consacré en grande partie à la flambée des prix des produits alimentaires durant le mois du Ramadan, a reconnu l'échec de la politique commerciale menée depuis des années en affirmant que «la maîtrise de la régulation du marché, notamment à l'occasion du mois de Ramadhan, a révélé ses limites, face aux effets de la libéralisation incontrôlée des circuits de distribution, aggravés conjoncturellement surtout par des pratiques spéculatives et parasitaires, au détriment des citoyens et à l'encontre de la portée spirituelle du mois de Ramadan».

Se voulant ferme, il a exigé une intervention forte des services de l'Etat pour contrôler les prix. «J'entends qu'aucune règle de liberté du commerce ne soit invoquée à l'avenir pour justifier la limitation des capacités de l'Etat à imposer des pratiques commerciales loyales et à réprimer les spéculations qui



Photos : Samûir Sid

Un grand gaspillage.

nuisent aux citoyens.

Les moyens requis seront mis à la disposition des services de contrôle commercial, mais ces derniers devront assumer leurs responsabilités entières et reprendre la situation en main», a-t-il déclaré.

Cependant, suffit-il de sentences dans ces réunions cycliques pour rétablir l'ordre ? Bien sûr que non, serions-nous tentés de dire en toute logique. Selon une source bien informée, «la vérité qu'on n'ose pas dire est que depuis presque une dizaine d'années, le ministère du Commerce travaille sans mercuriale et sans factures, précipitant l'économie nationale dans l'informel, adepte du gain facile». Cela a créé «une culture de fraude si bien qu'il est devenu normal pour les commerçants véreux d'exagérer leurs marges alors que le mois du jeûne est celui de la compassion «rahma». C'est devenu même une tradition : le mois de Ramadan pour ce genre de commerçants est tout indiqué pour engranger des bénéfices. Les commerçants de détail de fruits et légumes sévissent dans une totale impunité, sans oublier les intermédiaires non agréés».

Concernant la mercuriale des prix, ce sont les journaux qui font un effort, à travers des articles quotidiens sur les tendances du marché.

Mais cette mercuriale reste incomplète car elle n'informe que sur les prix de vente. Néanmoins, la presse n'a pas pour vocation de se substituer à l'Etat qui reste désespérément absent. Selon M. Medjeber, «le ministère du Commerce devrait veiller au grain et arrêter à chaque fois qu'il est interpellé d'invoquer que les prix sont libres». Pour lui, la solution primordiale est de rétablir la facture. «Nous prenons 8 % sur la vente et le détaillant doit prendre sa marge qui doit être spécifiée. Or, ce qui se passe, c'est que le détaillant gagne souvent plus que le producteur lui-même et fixe la marge qu'il veut. Il y a une circulaire qui organise les marchés, datant de 1997, qui est très claire à ce sujet. Mais elle n'a jamais été appliquée. On se

demande bien pourquoi», s'interroge-t-il. Au cours de notre reportage, nous avons rencontré des inspecteurs de l'Office national de métrologie légale (ONML), en mission de surveillance. Ils étaient venus inspecter les instruments de pesage, leur état de fonctionnement et s'assurer que leur usage était correct. Cette opération est inopinée. Ils effectuent une autre encore plus compliquée qui concerne la vérification annuelle obligatoire sanctionnée par le poinçonnage. Ils se plaignent du manque de moyens matériels et d'effectifs. «Nous nous déplaçons souvent avec nos propres véhicules», nous ont-ils révélé. Alors la régulation du marché, ce n'est apparemment pas pour demain !

F. H.

Prix au kg affichés au marché
de gros des fruits et légumes
selon la qualité et la variété

LÉGUMES :	FRUITS :
Tomate : 15 DA à 20 DA	Pomme Royal Gala : la petite à 20 DA, la moyenne à 40 DA, la grosse à 60 DA
Courgette : 10 Da à 20 DA	Poire : de 20 DA à 60 DA
Laitue : 30 DA	Raisin : Cardinal 35 DA ; gros noir 50 DA
Poivron : 25 DA à 40 DA	Figue : 25 DA à 40 DA
Aubergine : 8 DA	Melon : 20 DA
Carotte : 28 DA à 35 DA	Pastèque : de 18 DA à 20 DA.
Oignon 15 à 20 DA	
Pomme de terre : 30 à 35 DA	
Betterave : 15 DA	
Concombre 25 DA.	

SIDI-BEL-ABBÈS

La production locale de la pomme de terre couvrira les besoins de la population

La production locale de la pomme de terre couvrira les besoins de la population de Sidi-Bel-Abbès, indique-t-on auprès des services agricoles. En effet, sa production a, cette saison, dépassé de loin les prévisions avec 246 quintaux à l'hectare.

Le légume du pauvre ne devrait pas faire défaut sur les étals et à un prix raisonnable. Les habitants de Sidi-Bel-Abbès n'ont pas encore oublié la flambée du prix de ce tubercule il y a plusieurs mois, ce dernier ayant dépassé 100 DA le kg. Mais depuis que le Syrpalac

(système de régulation de la production de large consommation des produits agricoles) a été mis en place par l'Etat, Sidi-Bel-Abbès souffre moins en matière de pommes de terre.

A Sidi-Bel-Abbès, la superficie mise en valeur pour la production

de la pomme de terre est de 621 ha avec une intention de plantation de 700 ha. La plantation qui a débuté en mars pour être clôturée en avril dernier a été faite avec une semence d'origine locale.

Les prévisions de la production étaient estimées aux environs de 129 620 quintaux, mais les objectifs ont été largement dépassés puisque la récolte a donné 152 797 quintaux. En ce qui concerne le programme de semence de la

pomme de terre, l'intention de production était de 200 ha et la réalisation a été largement en dessous avec 168 ha. Les prévisions tournaient autour de 47 670 quintaux et ce sont 40 740 quintaux avec une moyenne de 243 quintaux par hectare que l'on a obtenus. Le directeur des services agricoles s'est montré très optimiste quant à la disponibilité de la pomme de terre sur le marché».

Cette saison a été très bonne et

nous essayerons de faire mieux pour couvrir les besoins de toute la population car ce tubercule est le légume indispensable pour les ménagères notamment de condition modeste».

A noter que sur le marché, la pomme de terre affiche actuellement un prix variant entre 40 DA et 50 DA le kg et les consommateurs espèrent une diminution des prix avec cette dernière récolte.

A. M.